



Mairie de Claix

Place Hector Berlioz – 38640 Claix
04 76 98 15 36 – Fax 04 76 98 82 81
www.ville-claix.fr

ARRETE MUNICIPAL

Portant prolongation de l'arrêté 35 PM 2021 modifiant les règles de circulation de stationnement et d'autorisation d'occupation du domaine public au niveau de la rue de la Revoire dans le cadre de travaux effectués par TDMI

182 DTAE 2021

Nomenclature 6.1.1.

OBJET :

Le Maire de la commune de CLAIX,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2212-5,

VU le code de la voirie routière, notamment l'article R.131-2,

VU le code pénal, article R.610-5,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983,

VU le décret n° 86-475 du 15 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,

VU le règlement général de voirie 64-3243 du 10/06/1964 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

VU la demande de prolongation en date du 10 décembre 2021 formulée par la société TDMI située 54 Cours St André-38800 LE PONT DE CLAIX, représentée par Monsieur Baptiste CHABERT, pour le chantier OSMOZ à CLAIX 38640,

Considérant qu'il convient d'autoriser la société TDMI à supprimer des places de stationnement sur la partie haute de la rue de la Revoire sur 30 mètres à CLAIX 38640, afin de faciliter l'accès à leur chantier.

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté 35 PM 2021 est prolongé dans les mêmes conditions.

L'occupation du domaine public est autorisée à compter :

du samedi 1^{er} janvier 2022 jusqu'au vendredi 1^{er} juillet 2022 de 8h30 à 16h30
(afin de ne pas bloquer la circulation au moment des entrées/sorties des écoles)

ARTICLE 2 :

La signalisation routière prévue et conforme au code de la route, concernant ce chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise intervenante sous peine de suspension immédiate du présent arrêté.

Charge à l'entreprise de mettre en place les panneaux de suppression de stationnement et d'en assurer la bonne fonction et leur bon entretien.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire de cette autorisation est tenu de sécuriser les lieux en installant au préalable une signalisation réglementaire relative aux travaux et au stationnement des véhicules de chantier.

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies en vertu de la réglementation en vigueur (stationnement gênant). Conformément à l'article R. 417-10 du code de la route, les véhicules en infraction seront susceptibles de faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 5 : Le lieu d'occupation sera, pendant toute sa durée, sous la responsabilité du titulaire de cette autorisation, y compris sur le domaine public. Son titulaire est responsable tant vis à vis de la collectivité représentée par le signataire que vis à vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers ou animaux sur le domaine public. Le pétitionnaire s'assurera, à cet effet, que sa responsabilité civile couvre tout dégât ou dommage au domaine public ou aux riverains.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie ou évènement présentant un caractère d'urgence, sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Article 7 : Les dispositions du présent arrêté seront portées à la connaissance du public par l'affichage dudit arrêté sur les lieux concernés.

Dans les deux mois à compter de sa notification le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le maire de CLAIX, ou d'un recours contentieux auprès du Président du tribunal Administratif de GRENOBLE.

Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services, le Chef de Service de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de PONT DE CLAIX seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Claix, le 13 décembre 2021

Le Maire.

Christophe REVEL





Date d'affichage: 14/12/2021
Date de retrait: 14/02/2022